

[actu.fr](https://actu.fr)

## TÉMOIGNAGE. Une accompagnante d'élèves handicapés à Rouen : "Je n'aurai pas de salaire avant novembre"

*Manon Leterq*

5-7 minutes

---

**Depuis la rentrée de septembre, plusieurs AESH travaillent sans contrat, ni salaire. Sandrine Chapelain, accompagnante à Rouen, évoque sa situation personnelle, intenable.**

Publié le 21 Oct 19 à 7:12



Une trentaine d'AESH n'auraient reçu aucun salaire depuis septembre 2019. (©ManonLeterq/76actu)

« Je me sens bien dans l'exercice de mon travail avec les équipes et les enfants, même si ce n'est pas toujours facile. On parle d'inclusion, mais il faudrait valoriser le travail que font les AESH. » Sandrine Chapelain, passionnée par son métier, a le moral en berne depuis plusieurs jours. Et pour cause, cette accompagnante d'**élèves en situation de handicap (AESH)** officiant à l'école Claude-Debussy de **Rouen (Seine-Maritime)** n'a toujours pas reçu son salaire du mois de septembre. Une situation difficile pour cette mère de deux grands enfants, désormais étudiants.

Je n'ai rien reçu depuis septembre. A priori, je n'aurai pas de salaire avant fin novembre car j'ai signé mon contrat de travail trop tard [le 11 octobre, Ndlr].

Elle n'est pas la seule dans ce cas-là. Des dizaines d'accompagnants d'élèves en situation de handicap [ont déjà manifesté devant le rectorat de Rouen mercredi 9 octobre 2019](#), pour crier leur-ras-le-bol quant au constat général. Car les problématiques sont nombreuses. Plusieurs AESH n'ont pas signé de contrat de travail, rencontrent des problèmes d'affectation ou n'ont jamais reçu de salaire pour le mois de septembre. « On est très embêtés vis-à-vis de ces gens », explique **Christine Gavini-Chevet**, rectrice de l'académie de Rouen, qui analyse : « Il n'y a pas eu de lien assez fort entre le service qui paie et celui qui affecte. On n'a pas assez anticipé. »

### **Faire appel à la banque pour s'en sortir**

En attendant ses salaires en retard, pour subvenir aux besoins de sa famille, Sandrine Chapelain fait appel à la générosité de son entourage : « Un ami qui travaille dans une épicerie sociale me ramène tous les produits invendus qui sont destinés à la poubelle. »

Le Rectorat d'[@acrouen](#) oublie d'inclure les [#AESH](#) qui travaillent sans contrat et sans salaire.

Le [@SNESFSURouen](#) a dénoncé cet [#EsclavageModerne](#) lors d'une audience dont vous trouverez le compte-rendu dans notre article. [#ToutTravailMériteSalairehttps://t.co/0DZ02figY3](#)

— SNES FSU Rouen (@SNESFSURouen) [October 16, 2019](#)

L'accompagnante a dû souscrire à un emprunt à la banque d'un montant de 750 euros. Si elle l'utilise, elle devra payer des intérêts. Christine Gavini-Chevet se montre claire sur le sujet : « Pour les personnes à qui ces problèmes ont causé des soucis d'agios, on regardera au cas par cas. »

Malgré tout, la petite pension d'invalidité de Sandrine Chapelain lui permet de maintenir la tête hors de l'eau. Mais lorsqu'on la questionne sur son avenir, et la possibilité de ne pas recevoir de **salaire** avant plusieurs semaines, elle lâche :

Ce n'est pas possible, il faut que je mange ! Si rien ne s'arrange, je ne sais pas ce que je vais faire, peut-être une grève de la faim. De toute façon mon frigo est déjà vide !

### **L'éventualité d'une plainte collective**

Afin de faire valoir ses droits, elle a pris rendez-vous avec une avocate spécialisée dans le droit du travail, pour « dans un premier temps avoir des conseils » avant d'envisager, peut-être, de porter l'affaire devant la justice. « Lancer une procédure seule reste un acte lourd, explique-t-elle. Je verrai le moment venu avec les personnes autour de moi, si elles sont aussi intéressées pour qu'on y aille à plusieurs. »

Pour sensibiliser les pouvoirs publics, elle a adressé un courrier en lettre recommandée à **Jean-Michel Blanquer**, ministre de l'Éducation nationale, ainsi qu'à la rectrice et à l'**inspecteur**

**d'académie.** Aujourd'hui, Sandrine oscille entre colère et combativité. À l'embarras du rectorat, elle répond que c'est une honte de faire « travailler autant de personnes bénévolement ».

Lire aussi : [A Dieppe, les accompagnants d'élèves en situation de handicap réclament un statut](#)

### **Une centaine de cas recensés**

Au moins 250 accompagnants d'élèves en situation de handicap rencontreraient les mêmes types de problèmes que Sandrine, dans les départements de l'Eure et de Seine-Maritime. C'est ce qu'affirme François-Xavier Durand, secrétaire départemental de la **CGT Educ' action 76**, qui a compilé les plaintes grâce aux réseaux sociaux et à des entretiens. Au rectorat, les chiffres sont tout autres : une trentaine d'AESH n'auraient pas reçu de salaire, et un acompte aurait été versé à 70 personnes. Selon le rectorat, les problèmes seraient en voie de résolution.

La rectrice de Rouen ajoute que d'autres académies ont été victimes de problèmes de cet acabit, en partie dus à la mise en place d'un nouveau logiciel, et à « l'organisation entre ce que fait le Département et le rectorat [qui] n'a pas été bonne ».

La section CGT, elle, dénonce le rôle du ministère de l'Éducation Nationale : « Le ministère n'a pas envoyé le module pour signer les contrats en temps et en heure (...) C'est la responsabilité du ministre qui n'a pas mis les moyens suffisants pour ces problématiques administratives. Les agents eux-mêmes sont soumis à une charge de travail plus importante en raison notamment des suppressions de postes. »

La CGT appelle à un [nouveau rassemblement](#) lundi 21 et mardi 22 octobre 2019 dès 9 heures devant le centre Canopé de Mont-

Saint-Aignan pour « manifester leur mécontentement », et au Havre devant le lycée Robert-Schuman.